

Qu'on me permette de réaffirmer mon souci pour les citoyens en tant qu'individus. Qu'on me permette aussi de suggérer aux gouvernements qu'ils prennent le temps de consulter et d'écouter les citoyens et leurs institutions de façon à mieux connaître les priorités qui s'imposent. La libération de l'esprit humain est le but ultime de toutes activités sociales. L'esprit de créativité est à la base de toute réussite sociale. L'apport humain dans notre processus décisionnel doit être réaffirmé. C'est le caractère d'une société créatrice et c'est l'objectif que je propose à nos chefs dans tous les domaines de l'activité humaine.

[Traduction]

● (2030)

M. Bill Domm (Peterborough): Monsieur l'Orateur, j'ai le plaisir de vous féliciter, ainsi que M^{me} le Président, d'avoir été nommés à ces postes très importants à la Chambre.

Comme c'est mon premier discours à la Chambre des communes, je tiens tout d'abord à remercier les électeurs de la circonscription de Peterborough de m'avoir choisi pour les représenter à Ottawa. Il y a moins d'un an que j'ai fait mes premiers pas en politique fédérale et j'ai déjà participé à deux élections plutôt rapprochées et répétitives—un peu trop rapprochées à mon goût—mais je suis heureux de l'appui que j'ai reçu de mes collègues à la Chambre. Je suis aussi reconnaissant aux députés d'en face car c'est grâce à leurs politiques que j'ai pu enlever mon siège.

De multiples raisons font que je suis fier de représenter la circonscription de Peterborough. Même si ce n'est qu'une des 282 circonscriptions électorales du pays, les autres auraient du mal à rivaliser avec la beauté naturelle et la qualité des lacs Kawartha. Comptant près de 100,000 habitants, le comté de Peterborough est la porte des lacs Kawartha, l'une des principales curiosités touristiques du Canada. Les deux tiers de mes commettants vivent en milieu urbain, la plupart dans la jolie ville de Peterborough. L'autre tiers en compte beaucoup qui cultivent certaines des meilleures terres agricoles de l'Ontario.

Peu de circonscriptions peuvent se comparer à la mienne car à dix minutes en voiture de l'immense usine de la société General Electric située au cœur de Peterborough se trouvent les lacs les plus poissonneux et les parcs les plus beaux. Dans mon comté, on est aussi conscient qu'il est essentiel de s'occuper des jeunes. Notre système scolaire n'a rien à envier à d'autres. Il compte d'excellentes écoles primaires et secondaires, ainsi que le Sir Sanford Fleming College et l'université Trent. Je tiens à remercier sincèrement les jeunes de ma circonscription de l'appui qu'ils m'ont fourni au cours de cette dernière campagne électorale.

Les problèmes qui se posent dans le comté de Peterborough sont les mêmes que dans la plupart des circonscriptions comportant des régions rurales et des régions urbaines. Plus de 72 p. 100 des maisons du comté appartiennent à leurs occupants. Ce chiffre est de beaucoup supérieur à la moyenne canadienne de 62 p. 100 et à la moyenne ontarienne de 63 p. 100. Par conséquent, les taux d'intérêt élevés que nous connaissons suscitent une vive inquiétude chez un bon nombre de mes commettants.

En raison de la proximité des lacs Kawartha et de l'importance de l'industrie du tourisme dans la région de Peterborough, les problèmes reliés à l'environnement figurent aussi en tête de liste. Deux problèmes surtout, notamment celui des

pluies acides et celui de la mille-feuille eurasiennne, représentent une menace grave pour ma circonscription comme pour d'autres régions du Canada, y compris la Colombie-Britannique. J'ai l'intention de consacrer une grande partie de mes efforts comme député à la Chambre aux domaines de l'économie et de l'environnement.

À l'aube des années 80, Peterborough est une ville prospère et ce à maints égards. En 1979, la circonscription a commencé à sortir de la stagnation économique qui persistait depuis le milieu des années 70 et, en octobre dernier, le taux de chômage atteignait son niveau le plus bas en cinq ans. L'emploi dans les grands établissements industriels et plus particulièrement chez General Electric, qui emploie plus de 4,500 personnes, a été un facteur déterminant.

La population de Peterborough attend maintenant avec impatience le transfert du bureau régional de Parcs Canada de Cornwall. Bien que le nouveau gouvernement soit en train de repenser ce transfert, le bon sens économique voudrait que l'on y procède. C'est une initiative qui a été étudiée par le gouvernement libéral et décidée par le gouvernement conservateur. De par sa position géographique plus centrale la circonscription de Peterborough est beaucoup mieux située pour desservir la province de l'Ontario que l'extrémité sud-est de cette dernière.

Je rappelle aux députés que le transfert de Cornwall au Québec du bureau du Québec de Parcs Canada n'a guère semblé susciter d'objections. D'autres part pour mieux servir la cause de l'unité nationale et répondre aux besoins du personnel francophone de Parcs Canada les deux conseils scolaires du comté de Peterborough ont déjà mis au point des projets de création du premier programme d'instruction exclusivement en français de cette municipalité. Tout bien considéré, voilà qui augure bien de l'avenir de notre pays. À l'approche du référendum, je trouve très encourageant de constater que le gouvernement ait jugé bon de transférer Parcs Canada à Peterborough et que cette ville ait quant à elle jugé opportun de mettre sur pied un programme d'instruction exclusivement en français pour les jeunes francophones.

Comme je siège à la Chambre depuis relativement peu de temps, je m'en voudrais de ne pas livrer dans mon premier discours mes impressions glanées au cours de la brève trente et unième législature. Bien que nous n'ayons été au pouvoir que brièvement, j'ai l'impression que nous avons quand même accompli beaucoup. Quand les historiens se pencheront sur les réalisations du gouvernement progressiste conservateur de la trente et unième législature, ils parleront des deux principales questions des années 80, c'est-à-dire l'énergie et l'économie. Peut-être notre défaite du 18 février pourrait-elle se comparer au cas du patient qui change de médecin parce qu'il n'aime pas le diagnostic.

Après coup, beaucoup ont dit que nous n'aurions pas dû présenter un budget aussi draconien, que nous aurions dû dorer la pilule. Cela aurait peut-être été payant politiquement, mais ce n'était pas ce dont notre pays avait besoin.

Il est intéressant de noter que peu de temps après les élections de février, le président Jimmy Carter a annoncé des modifications radicales au budget des États-Unis pour 1980-1981. Il proposait notamment une taxe d'accise de 10c. le gallon sur l'essence; une réduction des dépenses de l'ordre de 14 milliards de dollars; une compression des effectifs de la